Me Regley

Cour d'Appel de Douai
Tribunal judiciaire d'Arras
Chambre Correctionnelle

EXTRAIT des MINUTES du GREFFE
du TRIBUNAL JUDICIAIRE d'ARRAS

STUPS

Jugement prononcé le : 11/09/2021
N° minute :
N° parquet :

Plaidé le :
Délibéré le :

0 suspension

JUGEMENT CORRECTIONNEL

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel d'Arras le 11/09/2021 à 10 heures
MILLE VINGT ET UN,

composé de Madame BLOUIN Anaïs, juge, présidente du tribunal correctionnel désignée conformément aux dispositions de l'article 398 alinéa 3 du code de procédure pénale.

Assistée de Madame PRONIER Alice, greffière,

en présence de Madame DEBRAY Cécile, substitut, et de Monsieur NIEUWERBRGH Anthony, auditeur de justice,

a été appelée l'affaire

ENTRE :

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et poursuivant

ET

Prévenu

Nom :

né le

de l'

Nationalité : française

Antécédents judiciaires : déjà condamné

Demeurant : 4

Situation pénale : libre

comparant assisté de Maître REGLEY Antoine, avocat au barreau de LILLE,

Prévenu des chefs de :

CONDUITE D'UN VEHICULE EN AYANT FAIT USAGE DE SUBSTANCES OU PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS faits commis le 11/09/2021 à

âgé de 33 ans. Il travaille dans une usin
Belgique et perçoit un salaire compris entre s par mois. Il a
expliqué avoir besoin à ce titre de son permis de conduire effectuant un grand nombre
de kilomètres par semaine.

Son casier judiciaire porte trace de sept condamnations entr
trois prononcées pour des faits de vols et recel de vol, une en 2013 pour circulation
sans assurance, usage de produits stupéfiants et conduite en ayant fait usage de
stupéfiants. Il a enfin été condamné le 11 septembre 2015 par la cour d'assises du Nord
des chefs de tentative d'extorsion en bande organisée commise avec une arme et
arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire d'otage pour faciliter un
crime ou délit, en bande organisée (faits commis en 2012) à une peine de 5 ans
d'emprisonnement. Il est sorti de détention le 15 décembre 2016 et n'a plus fait l'objet
d'aucune condamnation depuis.

Compte tenu de ces antécédents dont un pour des faits identiques, de
l'ancienneté des faits et de la situation personnelle actuelle du prévenu, il convient de
la condamner à une peine de 90 jours amendes à 10 euros et à une amende
contraventionnelle de 90 euros.

Il n'y a pas lieu à suspension de son permis de conduire pour ne pas obérer sa
présente insertion professionnelle.

PAR CES MOTIFS

**Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et contradictoirement
à l'égard de :**

Reçoit les conclusions de nullité mais les rejette ;

Déclare F **capable des faits qui lui sont reprochés ;**

Pour les faits de CONDUITE D'UN VEHICULE EN AYANT FAIT USAGE DE
SUBSTANCES OU PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS commis

Condamne F **à quatre-vingt-dix jours-amendes d'un montant
unitaire de dix euros (90 x 10 euros) ;**

Pour les faits de CONDUITE D'UN VEHICULE A MOTEUR AVEC UN PERMIS
DE CONDUIRE NON PRORÔGE commis le

**Condamne } paiement d' une amende de quatre-vingt-dix
euros (90 euros) ;**

avisé que s'il s'acquitte du montant de ces amendes dans un
délai d'un mois à compter de la date à laquelle cette décision a été prononcée, ce
montant sera minoré de 20% sans que cette diminution puisse excéder 1500 euros.

Le paiement des amendes ne fait pas obstacle à l'exercice des voies de recours.

Suspension